

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 448 NICARAGUA: PLATE-FORME POLITIQUE CONTRE SOMOZA

Depuis l'assassinat, en janvier 1978, de Pedro Joaquin Chamorro, directeur du journal "La Prensa" et personnalité marquante de l'opposition (cf. DIAL D 423), une agitation permanente secoue le pays. Et l'assassinat, le 12 mai dernier, de Pedro José Chamorro, cousin du précédent, n'est pas pour faire revenir le calme.

En mars, un certain nombre de personnalités nicaraguayennes publiaient un manifeste politique proposant une "solution nationale" au régime dictatorial actuel du général Somoza. Ce manifeste est le deuxième que publie le "Mouvement des douze", par allusion au nombre des signataires du premier texte sorti en octobre 1977. Ces personnalités rappellent en particulier la nécessité d'intégrer politiquement le mouvement de guérilla du pays.

Nous donnons ci-dessous les deux proclamations qui se présentent comme des éléments d'une alternative au régime actuel et à la guerre civile et comme une plate-forme unitaire des nouvelles forces sociales.

(Note DIAL)

1- DECLARATION DU "MOUVEMENT DES DOUZE" (14 octobre 1977)

POUR UNE SOLUTION NATIONALE

Le Nicaragua est aujourd'hui dans une situation dramatique de convulsion sociale. L'affrontement entre l'appareil répressif du gouvernement dynastique et le sentiment national évident de refus de la dictature devient de plus en plus âpre, et l'avenir ne peut être marqué que par la multiplication des formes de résistance à l'oppression.

Il n'y a aucun doute que le pays aspire à un changement substantiel lui permettant de s'acheminer vers une nouvelle forme d'organisation démocratique et sociale.

Les affrontements armés se multiplient. Tant que de nouvelles perspectives ne seront pas ouvertes dans le sens d'une solution vraie, nous ne pourrons envisager d'autre horizon que la guerre, avec toutes ses conséquences imprévisibles en perte de vies humaines et en dommages graves pour l'économie nationale.

La violence irrationnelle exercée d'en haut pour faire taire tout mécontentement, la corruption qui corrode l'ensemble du système administratif du pays, la confusion totale entre intérêts publics et intérêts privés d'une famille, la fiction gouvernementale dans laquelle nous vivons quand aucune décision n'est prise ou - si elle est prise - n'est suivie d'aucun effet, et, traduction atroce de ces perspectives, l'abandon tragique dans lequel est laissé le nicaraguayen avec ses besoins de travail, d'habitat, de santé, d'éducation et de culture:

tout cela donne précisément à penser que tout palliatif ou toute solution incomplète ne peut qu'exacerber le sentiment de frustration et de mécontentement.

Depuis plus de dix ans, le Front sandiniste de libération nationale a généreusement combattu pour parvenir à un changement au Nicaragua. Le sang versé par tant de jeunes est le meilleur témoignage de la présence et de la permanence d'un combat mené avec une maturité politique grandissante.

Nous, soussignés, lançons un appel à tous les nicaraguayens conscients pour qu'ils apportent une solution nationale au problème angoissant du Nicaragua, solution qui ne peut faire abstraction de la participation du Front sandiniste de libération nationale dans la mesure où l'on cherche une paix effective et durable.

Le 14 octobre 1977

Felipe Mántica Abauza	Emilio Baltodano Pallais
Joaquín Cuadra Chamorro	Sergio Ramírez Mercado
Miguel d'Escoto Brockmann	Arturo José Cruz
Ricardo Coronel Kautz	Carlos Gutiérrez Sotelo
Carlos Tunnermann B.	Ernesto Castillo Martínez
Fernando Cardenal Martínez	Casimiro Sotelo Rodríguez

Qualité des signataires:

Felipe Mántica - chef d'entreprise agricole et industrielle; président de la chaîne de supermarché "La Colonia"; un des fondateurs de l'Université d'Amérique Centrale; ancien trésorier de la Chambre de commerce de Nicaragua.

Joaquín Cuadra - avocat commercial; conseiller juridique de plusieurs banques, établissements commerciaux et industriels.

Miguel d'Escoto - prêtre; directeur du Département des communications de la Société missionnaire Maryknoll; fondateur et président de Fondation nicaraguayenne de développement communautaire (FUNDECI).

Ricardo Coronel - agronome; expert en élevage qui s'est mis au service de projets d'amélioration de l'élevage au Nicaragua.

Carlos Tunnermann - élu trois fois de suite recteur de l'Université nationale de Nicaragua; ancien président de l'Union des universités latino-américaines.

Fernando Cardenal - prêtre jésuite; professeur de philosophie et d'éthique du journalisme à l'Université Nationale de Nicaragua; membre de la Commission nicaraguayenne des droits de l'homme.

Emilio Baltodano - gérant d'une firme d'exportation de café; administrateur général de Café Soluble S.A.; président de la Commission nicaraguayenne des droits de l'homme.

Sergio Ramírez - avocat; secrétaire général de la Confédération universitaire d'Amérique centrale; auteur de plusieurs livres.

Arturo José Cruz - banquier; occupe actuellement un poste à la Banque interaméricaine de développement.

Carlos Gutiérrez - chirurgien-dentiste et ancien professeur de l'Université nationale autonome de México.

Ernesto Castillo - avocat; a été professeur à l'Université nationale et à l'Université d'Amérique centrale où il a organisé une société d'aide légale au pauvre.

Casimiro Sotelo - architecte et urbaniste; spécialiste en projet d'habitations; a exercé sa profession aux Etats-Unis.

2- DECLARATION DE LA COMMISSION POLITIQUE DU MOUVEMENT DES DOUZE (mars 1978)

Dans la déclaration faite par douze citoyens nicaraguayens à la suite des opérations militaires d'octobre 1977 menées par le Front sandiniste de libération nationale (1), il a été dit en toute clarté que la permanence de la dictature somoziste (2) est la cause de la violence au Nicaragua.

Les événements qui se sont produits depuis ont entièrement confirmé leur analyse politique:

- les opérations continuelles de la guérilla dans le pays;
- les protestations populaires dans les quartiers périphériques de Managua;
- l'assassinat du journaliste Pedro Joaquín Chamorro, sur lequel l'enquête tire un rideau de silence, ainsi que l'indignation populaire que ce crime a suscitée;
- l'opposition à la dictature qui s'est manifestée par la grève générale décrétée par les syndicats et suivie spontanément, et qui s'est traduite en manifestations populaires sans précédent dans l'histoire de notre pays;
- les opérations du Front sandiniste de libération nationale du 3 février à Granada, Rivas et dans les régions montagneuses du Nord, au cours desquelles les militaires de la répression somoziste ont connu une défaite sévère;
- l'assassinat d'étudiants à l'Université Rubén Darío de Managua;
- la pluie de grenades lacrymogènes et de balles sur les manifestations de femmes et d'hommes désarmés;
- la répression et l'assassinat systématique de jeunes opposants;
- l'ordre de tirer sur les rassemblements de civils sans défense donné par le commandement militaire;
- et, enfin, la volonté sauvage de faire plier la population indienne du quartier de Monimbó où les tirs de grenades et de balles déclenchés sans discernement contre la population, à la façon d'une armée étrangère d'occupation, ont constitué un génocide véritable.

Tous ces faits permettent de dire que le Nicaragua vit réellement en état de guerre civile.

Nous répétons aujourd'hui l'appel lancé par les douze nicaraguayens dans le sens d'une solution nationale au problème angoissant du Nicaragua, solution qui ne peut faire abstraction de la participation du Front sandiniste de libération nationale dans la mesure où l'on cherche une paix effective et durable.

La validité et l'opportunité des analyses politiques auxquelles se sont ralliés de larges secteurs de l'opinion nationale, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, sont telles qu'elles permettent d'affirmer qu'il existe un mouvement politique véritable pour une solution nationale; ainsi deviendrait possible l'instauration d'un régime de droit respectueux des libertés démocratiques, de l'intégrité physique et morale des nicaraguayens, de leurs droits au travail, à l'éducation, à la santé et au bien-être. Dans cet ordre d'idées, nous n'hésitons pas à lancer un appel à tous les secteurs patriotiques, y compris les membres honnêtes de l'Armée, pour qu'ils unissent leurs forces et oeuvrent dans le sens de la solution nationale sur les bases suivantes:

1- Abolition de la dictature somoziste et de toutes ses manifestations, y compris toute manoeuvre pouvant signifier un "somozisme sans Somoza", afin de permettre une transformation radicale de la société nicaraguayenne.

2- Formation d'un gouvernement à caractère national constitué des secteurs sociaux qui auront effectivement participé à la chute de la dictature, en vue de jeter les bases d'un nouvel ordre démocratique dans le pays.

(1) Du nom du général Sandino, opposant aux forces américaines dans le pays il y a une cinquantaine d'années (N.d.T.).

(2) Du nom du général Somoza, actuel chef de l'Etat (N.d.T.).

3- Elimination de la terreur comme système de gouvernement, avec garantie du respect des droits de l'homme, tant ceux concernant la vie et l'intégrité physique ou morale des individus que ceux ayant trait aux droits civiques et syndicaux, aux droits d'association et d'information qui doivent être tenus sur le même pied d'égalité.

4- Lutte contre la corruption administrative sous toutes ses formes, comme la déduction, la fraude, la concussion, la subornation, la contrebande, les pots-de-vin et l'extorsion, ainsi que la malhonnêteté des fonctionnaires dans les intérêts nationaux dont ils sont dépositaires; création, par contre, d'un climat de totale honnêteté administrative propre à restaurer chez les nicaraguayens la confiance dans les valeurs morales.

5- Démantèlement de l'empire économique - injuste, corrompu et malhonnête - que la famille Somoza a installé au Nicaragua en transformant le pays en sa propriété privée(3); après récupération de ses propriétés, affaires et intérêts, constitution d'un secteur public de l'économie propre à favoriser la transformation du pays.

6- Possibilité réelle offerte aux nicaraguayens d'une amélioration de la qualité de la vie par la garantie du droit au travail, à l'habitat, à la santé, à l'éducation et à la culture.

7- Application d'une réforme agraire, principalement sur la base des terres et exploitations agricoles récupérées sur la famille Somoza; la réforme agraire comportera la régulation de la rente des terres cultivables pour empêcher l'agiotage et la spéculation et elle sera intégralement mise en oeuvre de façon à ce que les unités de production bénéficient de l'assistance technique et financière nécessaire

8- Remise aux mains de l'Etat de l'exploitation des ressources naturelles: minerais, forêt, pêche et énergie.

9- Nationalisation de tous les moyens de transport en commun; garantie donnée aux usagers que les lignes d'autocars fonctionneront avec leur participation sur le plan de l'exploitation et de la manipulation, de sorte que le service soit digne et humain.

10- Réorganisation de l'Armée nationale comme organisme réellement professionnel et destiné à la sauvegarde de la souveraineté et de l'intégrité du pays.

11- Refonte du système judiciaire du pays afin que soient réellement garantis les droits des citoyens, en le tirant de son état de prostration morale et de servilité dans lequel la dictature l'avait plongé.

12- Garantie d'établissement d'un régime constitutionnel pour une société juste et démocratique; élaboration, à cet effet, d'une loi électorale garantissant pleinement le droit des citoyens à la participation politique, sans discrimination d'ordre idéologique et sans restriction quant à la création de partis.

Au nom du Mouvement des douze, les membres soussignés de la Commission politique

Emilio Baltodano Pallais	Fernando Cardenal sj
Joaquín Cuadra Chamorro	Sergio Ramírez Mercado
Carlos Tunnermann Bernheim	Miguel d'Escoto mn

(3) Sur l'empire économique des Somoza, cf. DIAL D 332 (N.d.T.).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(par avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441